

## « Le nouvel obscurantisme culturel »

Pierre Dherte (26 décembre 2002)



Philippe Van Kessel devant les bâtiments de la communauté française, le 31 mai 2001

En mai 2001, beaucoup d'artistes initialement réunis autour de la problématique du Théâtre National avaient exprimé leur insatisfaction par rapport à la politique culturelle menée en communauté française ainsi que leur inquiétude face aux moyens financiers lui étant alloués.

Ce jour-là, j'avais joué au photographe. J'avais immortalisé tant d'artistes différents dans leur perception du métier, dans leurs affinités personnelles. Tous, nous étions rassemblés dans l'urgence d'un changement indispensable. Nous partagions les mêmes convictions, les mêmes revendications et les mêmes espoirs. Cette noble solidarité de ce beau jour de mai avait effacé nos différences ... Ce jour-là, *nous étions tous des artistes !*

Un an et demi plus tard, qui peut affirmer que les choses ont réellement changé ? Qui peut nommer une amélioration palpable ? Combien de temps faudra-t-il encore pour percevoir ne fût-ce qu'une ébauche de satisfaction en faveur de *l'ensemble* de la profession et non pas uniquement pour quelques *élus* ayant reçu la bonne grâce du prince ? Les dossiers sont-ils si complexes que cela ? Les discours contradictoires de nos nombreux responsables politiques se partageant la culture rendraient-ils l'action impossible ? Ou bien alors serait-ce le fait d'avoir permis aux artistes eux-même d'exprimer leur point de vue qui rendrait celui-ci intraduisible en textes de loi crédibles et favorables à leur sort ?

Un an et demi plus tard, on peut également regretter l'isolement du théâtre national (même en transition !) et le silence de son directeur autour duquel nous étions pourtant rassemblés le 31 mai 2001. Le plus subsidié de nos théâtres ne peut pas ignorer le fait que les revendications auxquelles ses responsables avaient pourtant adhéré n'ont pas donné de suite très favorables ou

en tout cas n'en finissent pas de se négocier. On aurait pu espérer une prise de position plus engagée et plus suivie de la part de la plus importante et de la plus symbolique maison de notre communauté.

Un an et demi plus tard, le décret des arts de la scène devient si compliqué qu'il exigerait pratiquement un diplôme de l'ENA pour en comprendre les rouages. Suite aux accords de la Saint Polycarpe, la promesse tant attendue d'une « manne providentielle » permettant le refinancement du secteur culturel est tellement dérisoire qu'il vaut mieux ne plus en parler. Les jeunes ont toujours autant de difficulté à accéder au chômage. Quant aux autres, tantôt assimilés aux bûcherons, aux pêcheurs ou aux travailleurs des ports, ils ne savent plus vraiment à quel sein se vouer !

Il n'y a toujours pas de fond de faillite obligatoire ; pas de conventions collective sectorielle négociée ; pas de droits voisins perçus ; pas de projet de fiscalité pour les artistes. Le danger d'une culture rentable, formatée et audimatée nous impose « une diminution quantitative (moins de médias et ou moins d'espace) et qualitative de la critique et de la promotion remplacés régulièrement par une lecture subjective et ou non cultivée des créations ou par de l'information – promo. Cette dégénérescence voire cette implosion dans un univers où la culture et tous ses acteurs sont régulièrement instrumentalisés, vassalisés, méprisés, tout cela concourt au nouvel obscurantisme culturel».<sup>1</sup>

Et oui, un an et demi plus tard, nous en sommes encore là ! Récemment, on a pu découvrir ce qu'on appelle maintenant une « loi-programme », sorte de texte « fourre tout » où l'on a rassemblé de nombreuses propositions sur divers dossiers. Malheureusement, les plus importantes parmi les lois qui y figurent ne parviennent guère à faire l'unanimité ni chez les responsables politiques ni chez les artistes concernés !

Parmi ces propositions de loi, il y a le fameux statut unique et global de l'artiste. Va-t-il régler les problèmes que nous connaissons en supprimant aux artistes interprètes leur statut irréfragable de salarié ? Les autres artistes indépendants vont-ils y trouver leur compte ? Ce projet de loi a suscité une véritable levée de bouclier de la part de tous les milieux concernés, tant patronaux que syndicaux, tant universitaires que culturels. Même le Conseil National du Travail remet sur ce projet une note défavorable en constatant que « *le surcoût que représente la différence entre la réduction de cotisations patronales qui bénéficie aux artistes et celle accordée sur la base de la réduction structurelle semble devoir être entièrement supporté par le système de sécurité sociale sans qu'il ne soit prévu d'octroyer des moyens financiers supplémentaires.* ». Qui parlait de refinancement ?

Malgré les promesses et les discours tenus, il faut bien avouer qu'il y a très peu de réponses concrètes apportées aux questions soulevées le 31 mai 2001. Pourtant, en relisant les revendications de la FAS ou le texte des « trente propositions concrètes » de la CGSP-FGTB, j'y vois bon nombre de formulations qui ne me semblent pas si infondées que cela.

---

<sup>1</sup> Françoise Nice

Je garde toujours espoir dans le champ d'action nécessaire et utile des milieux associatifs et fédérateurs comme la FAS ou les syndicats où chacun peut contribuer à l'intérêt général. Je pense qu'il est temps de (re) définir nos intérêts COMMUNS. Je garde confiance également en notre système politique pour parvenir à rendre cela concret. Mais il ne faudrait plus trop tarder ...

Nos théâtres et nos salles de spectacles se portent bien ! Les spectateurs viennent de plus en plus nombreux, paraît-il ! On en redemande ! Il n'est pas si facile que cela aujourd'hui de franchir la porte d'un théâtre. Offrons encore et toujours aux spectateurs ayant fait cette démarche ce dont notre société a si besoin : des étincelles de vérité, des moments prolongés, d'humain à humain, avec tout le risque et toute la beauté que cela implique.

Les élections approchent ? Tant mieux ! Osons des propositions concrètes à courtes échéances dans le temps de préférence ! Pourquoi n'y aurait-il pas chez nous un Nicolas Sarkozy de la culture mêlé à un Jack Lang de la démesure ? Donnez-nous de la sécurité ! Mais pas de la sécurité répressive : l'essentielle sécurité de notre mieux être et « *pour tout être humain la plus grande somme possible de liberté et de bien-être* »<sup>2</sup>

**Pierre Dherte**

---

<sup>2</sup> (Charte de Quaregnon d'Emile Vandervelde, mars 1894).